

Laura Wallace

RÉDACTRICE EN CHEF

Asimina Caminis

RÉDACTRICE PRINCIPALE

Jeremy Clift

Elisa Diehl

Natalie Hairfield

RÉDACTEURS ADJOINTS

Luisa Menjivar-Macdonald

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Lai Oy Louie

GRAPHISTE

Lijun Li & Kelley E. McCollum

ASSISTANTES DE RÉDACTION

Avec la contribution de

Kenneth S. Rogoff

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

Peter Allum

Francesco Caramazza

Adrienne Cheasty

Paula De Masi

Andrew Feltenstein

Paul Hilbers

Ashoka Mody

Piroska M. Nagy

Mark Plant

Thomas Richardson

Orlando Roncesvalles

Jerald Schiff

Garry J. Schinasi

ÉDITION FRANÇAISE

Division française

Services linguistiques

Marc Servais

TRADUCTION

V. Tran & A. Rousseau

CORRECTION & PAO

Mise sous presse par Cadmus Journal Services, Lancaster, PA (U.S.A.)

Pour vos publicités, veuillez contacter

Kelly E. McCollum

Finance & Development

700 Nineteenth St., N.W.

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-6639

Fax : (202) 623-6149

E-mail : fandd@imf.org

Pour tout renseignement, s'adresser à

Finance & Development

International Monetary Fund

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-8300

Fax : (202) 623-6149

E-mail : fandd@imf.org

Internet : <http://www.imf.org/fandd>

Édition française : ISSN 0430-473x

Lettre de la rédaction

DEUX ANS APRÈS le début du nouveau millénaire, il est raisonnable de se demander si les turbulences financières observées dans les pays à marché émergent depuis le milieu des années 90, avec leurs énormes coûts économiques et sociaux, se poursuivront. Les crises en Turquie en 2001 et en Argentine en 2001–02, qui ont suivi celles au Mexique en 1994–95, en Asie de l'Est en 1997–98, en Russie en 1998 et au Brésil en 1998–99, amènent à se demander si la communauté internationale accomplit des progrès dans la prévention de ces désastres et la résolution plus rapide et moins douloureuse de ceux qui se produisent quand même. Nous devons certainement avoir appris pas mal de choses. Quel espoir pouvons-nous — en particulier le FMI — offrir aux pays à marché émergent et aux pays qui cherchent à s'intégrer aux marchés de capitaux internationaux? Et qu'avons-nous appris de plus sur ce que ces pays eux-mêmes doivent faire pour éviter les problèmes?

Ce numéro de *Finances & Développement* explore ces questions dans une série d'articles. L'une des conclusions est que nous comprenons effectivement mieux ce qui provoque les crises et donc comment nous pourrions mieux les prévenir. En conséquence, de nouvelles initiatives ont été engagées. Par exemple, depuis la mi-2001, le FMI procède plus régulièrement et plus formellement à des évaluations internes des vulnérabilités des pays. Et des systèmes d'alerte avancée fondés sur des techniques économétriques, que les services du FMI cherchent à mettre en place depuis la crise mexicaine, fournissent des informations supplémentaires sur les vulnérabilités.

Cependant, ces articles montrent aussi que notre progression sur la courbe d'apprentissage n'est pas aussi rapide que nous le souhaiterions. Dans sa rubrique trimestrielle, Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, s'intéresse à une question fondamentale qui mérite d'être étudiée plus avant : étant donné le système financier et la situation macroéconomique d'un pays, à quel moment les avantages d'une intégration plus poussée aux marchés des capitaux l'emportent-ils sur les coûts? Entre-temps, explique-t-il, la communauté internationale doit «garder un esprit ouvert mais ne pas s'aveugler pour ce qui est de la réglementation des mouvements de capitaux et de la dette — surtout lorsqu'il s'agit d'envisager comment mieux protéger le système financier international contre les crises au XXI^e siècle».

* * * * *

Dans ce numéro aussi, le Bureau indépendant d'évaluation du FMI, mis en place en 2001, présente son premier rapport dans lequel il examine pourquoi certains pays empruntent de manière persistante au FMI et quand cette pratique peut être nuisible. Il recommande notamment — ses recommandations sont étudiées actuellement par les 184 pays membres du FMI — d'être plus transparent en ce qui concerne l'importance des facteurs politiques dans les décisions de prêt et de trouver des moyens autres que l'octroi d'un prêt pour indiquer l'approbation par le FMI du programme économique d'un pays.

Dans notre rubrique *Pleins feux sur*, nous examinons, à l'aide de graphiques présentant des études du FMI, comment la corruption peut entraver la lutte contre la pauvreté.

Un autre sujet intéressant, auquel les attentats terroristes de septembre 2000 aux États-Unis ont donné un sens nouveau, est le suivi du financement du terrorisme. Nous examinons ce que les pouvoirs publics devraient faire en ce qui concerne le système «hawala» — une méthode traditionnelle et informelle de transfert international de fonds qui est surveillée pour son rôle supposé dans le financement du terrorisme et d'autres activités illégales.

Laura Wallace
Rédactrice en chef

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

© 2002 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire les articles, prière de s'adresser à la rédaction. L'autorisation est en général accordée rapidement et gratuitement si les articles ne sont pas reproduits à des fins commerciales.